

## Un outil départemental pour lutter contre les violences envers les femmes

---

L'Observatoire des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis a été créé en 2002 par le Conseil général. Unique en France, il a pour mission de lutter contre toutes les violences faites aux femmes, qu'elles soient verbales, psychologiques, physiques ou sexuelles.

En France, on estime qu'une femme sur dix subit des violences au sein du couple, que 48 000 femmes âgées de 20 à 59 ans auraient été victimes de viols en 2000.

La plupart des violences subies par les femmes sont exercées par des personnes de leur entourage. En Seine-Saint-Denis, en 2007, huit femmes ont été assassinées par un partenaire violent. Les femmes de ce département ne subissent pourtant pas plus de violence qu'ailleurs, comme le note un rapport de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies<sup>1</sup> : « *Les jeunes filles de Seine-Saint-Denis déclarent tout autant d'actes de violence subie que les filles des autres départements.* »

Pour animer et diriger l'observatoire, une militante de longue date a été sollicitée : Ernestine Ronai, ancienne secrétaire nationale de l'association féministe Femmes solidaires. Depuis, trois personnes supplémentaires ont renforcé le dispositif. « *Notre objectif est d'aider les femmes à dénoncer plus facilement les violences qu'elles subissent et d'aider les professionnels à mieux entendre ces*

*femmes, explique Ernestine Ronai. Notre rôle n'est pas d'organiser seuls des actions mais d'impulser une dynamique de projet avec des partenaires autour de la question des violences faites aux femmes. Nous tentons d'inciter le plus grand nombre d'acteurs associatifs et institutionnels à travailler sur ce problème avec la population.* »

### **Mesurer et comprendre cette violence**

La fonction d'observation consiste à réunir le plus de données possible concernant les violences envers les femmes. Pour ce faire, l'observatoire travaille en partenariat avec tous les services du Conseil général, la police, la justice. « *Les données sont difficiles à récolter, on connaît le nombre de portables volés par exemple, mais pas le nombre de femmes violées* », s'indigne la directrice de l'observatoire.

Effectivement, en 2000, la première grande enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF) a montré que seulement 5 % des viols de femmes majeures font l'objet d'une plainte. Pour avoir un aperçu de ces violences, l'observatoire recense chaque jour les actes de violence commis envers les femmes en dépouillant la presse locale.

Néanmoins, certaines données sont connues. En 2006, en Seine-Saint-Denis, 800 femmes connues du service social départemental déclarent être en errance du fait de violences dans le couple (600 femmes en 2004). Le nombre de femmes qui ont des séquelles graves à la suite de l'agression d'un partenaire est en augmentation (il était de 182 en 2005, il

---

<sup>1</sup> Stéphane Legleye, François Beck, Olivier Le Nezet, Stanislas Spilka, *Rapport sur les usages de drogues et la violence en Seine-Saint-Denis à 17 ans. Analyse de l'enquête Escapad 2005*, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, 2007.

est de 243 en 2006, selon les données de la police). Ernestine Ronai l'explique : « *Les chiffres sont en augmentation, on peut donc penser qu'il y a plus de violences, mais comme les femmes auparavant ne dénonçaient pas du tout... Dans l'enquête nationale sur les violences faites aux femmes, parmi les violences graves et très graves, une femme sur deux parlait pour la première fois. On n'a donc pas d'éléments de comparaison réelle. À part des impressions, rien ne nous permet de dire qu'il y a plus de violences ou pas.* »

Afin de disposer de données départementales, l'observatoire a commandé une enquête sur les comportements sexistes et les violences envers les filles. 1 600 jeunes filles de 18 à 21 ans résidant, étudiant ou travaillant en Seine-Saint-Denis ont été interrogées. Cette enquête a été réalisée par Maryse Jaspard et Maud Lesne<sup>2</sup>. L'enquête a porté sur les situations vécues par les jeunes filles au cours des douze derniers mois et au cours de leur vie. Les entretiens de 30 à 45 minutes ont eu lieu de mai 2006 à janvier 2007. Les taux de violence relevés dans cette enquête sont deux à cinq fois supérieurs à ceux de l'enquête ENVEFF. Pour l'équipe en charge de l'analyse des résultats, la parole des jeunes filles s'est libérée et leur seuil de tolérance face aux comportements sexistes s'est abaissé. Effectivement, alors que, dans l'enquête nationale, la grande majorité des femmes n'avait jamais évoqué les agressions subies, dans l'enquête départementale, 68 % des jeunes filles interrogées victimes de violences sexuelles en avaient déjà parlé autour d'elles.

Les résultats montrent que beaucoup de jeunes filles sont confrontées à la violence :

- 23 % ont subi des violences physiques (coups violents, tabassage, menace armée, tentative de meurtre) ;
- 5 % ont subi des agressions sexuelles (attouchements du sexe, tentative de viol, viol) au cours des douze derniers mois et 14 % au cours de leur vie ;
- 30 % des enquêtées ont subi des violences de toutes sortes dans leurs différents cadres de vie (elles ont été giflées, frappées, menacées avec une arme...).

Les auteurs de ces violences sont majoritairement des adultes de la famille et des proches.

L'enquête s'est aussi consacrée à l'évaluation des situations de mariage forcé. Sur les 1600 jeunes filles interrogées, 40 se sont vu imposer un mariage. Parmi elles, neuf ont été mariées, dont cinq ont déclaré avoir subi de fortes pressions psychologiques et des violences physiques.

#### **Alerter et sensibiliser la population et les professionnels**

« *L'objectif de cette enquête était de connaître l'ampleur des dégâts afin de mieux accompagner les victimes et d'engager un travail de prévention correspondant aux besoins, confie Ernestine Ronai. Les chiffres ont été largement relayés dans la presse et ils interpellent tous les travailleurs éducatifs et sociaux du département. Notre but est d'inciter les institutions à prendre conscience de l'ampleur de ce problème, à s'en saisir et à engager des actions. L'inspecteur d'académie a été particulièrement intéressé et veut engager des actions de prévention dans les établissements scolaires.* »

L'observatoire est un levier, il soutient et encourage les acteurs du département à concevoir des actions de prévention en direction de toute la population et particulièrement des jeunes, et apporte son soutien à la conception de formation en direction de professionnels : enseignants, assistants sociaux, policiers, personnels des services jeunesse...

---

<sup>2</sup> Maryse Jaspard est enseignante chercheuse à l'Institut national d'études démographiques (INED) et à l'Institut de démographie de l'université de Paris I (IDUP), responsable de l'enquête ENVEFF. Maud Lesne est chargée d'études à l'IDUP.

L'observatoire s'appuie sur un réseau d'acteurs important : les services du Conseil général, notamment le docteur Emmanuelle Piet, responsable de la planification familiale en Seine-Saint-Denis, ainsi que des partenaires institutionnels (Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité, Direction départementale des actions sanitaires et sociales, Inspection académique, Direction départementale de la sécurité publique, Protection judiciaire de la jeunesse...) et associatifs (Accion Artistica, Amicale du Nid, Centre d'information sur les droits des femmes et des familles en Seine-Saint-Denis, Femmes solidaires, Mouvement français pour le planning familial, Sos Femmes 93, Fondation 93, Citoyenneté Jeunesse). Dans chaque ville, l'observatoire dispose d'un référent. Il s'agit souvent du chargé du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, ou de l'atelier santé ville, ou quelquefois même d'une personne travaillant uniquement sur le droit des femmes, comme à La Courneuve. L'observatoire aide les villes à créer des réseaux locaux de lutte contre les violences faites aux femmes. Au sein de ce réseau local, différents professionnels de la ville se réunissent régulièrement pour travailler. Plusieurs villes en ont mis un en place : Stains, Saint-Denis, Montreuil-sous-Bois, La Courneuve, Saint-Ouen, Bobigny, Drancy, Pantin.

Pour sensibiliser les professionnels, l'observatoire propose un « Guide des outils » (exposition, DVD, plaquette d'information, brochure, théâtre-forum, formation) pour les professionnels, qui peuvent y puiser des idées sur divers thèmes : la prévention des comportements sexistes, les violences dans le couple, les enfants exposés aux violences conjugales, les violences au travail, les agressions sexuelles, le droit des femmes, la prévention des mariages forcés, la prévention des mutilations sexuelles féminines.

Ce guide des outils de lutte contre les comportements sexistes a été envoyé à tous les établissements scolaires par

l'Inspection académique et de nombreux enseignants ont montré leur envie de travailler sur ces questions.

- *Le théâtre-forum*

Le théâtre-forum est un des outils utilisés pour la prévention des conduites sexistes aussi bien avec les jeunes qu'avec les professionnels. Une scène de la vie courante est jouée une première fois. Elle montre les difficultés rencontrées par une personne en situation « d'opprimé ». On demande au public de réagir, de donner son avis, d'explorer des pistes qui permettraient d'apporter des solutions. La scène est jouée une seconde fois ; le public est alors invité à participer, à prendre la place de l'un des personnages. Cette technique permet d'aborder des sujets délicats et de provoquer le débat. Le Mouvement français pour le planning familial de la Seine-Saint-Denis (MFPF 93) utilise cette méthode dans ses interventions dans les collèges, mais aussi lors de formations en direction des professionnels. La pièce « X=Y », par exemple, a été réalisée avec des élèves du collège Prévert de Noisy-le-Sec. Elle porte sur les comportements sexistes dans les relations filles - garçons ; la pièce a été jouée devant de nombreuses classes de la Seine-Saint-Denis et a donné lieu à la création d'un DVD : « Filles et garçons au collège ». De même, douze jeunes filles de la classe de seconde SMS du lycée Sabatier de Bobigny ont réalisé en 2001 une pièce sur le mariage forcé qui a donné lieu à la réalisation d'un DVD qui peut être projeté dans les collèges ou lors de formations professionnelles.

- « *Paroles d'hommes* »

L'observatoire soutient encore d'autres types d'action, comme la campagne d'affichage « Paroles d'hommes », qui sensibilise les hommes aux violences quotidiennes subies par les femmes. Ces affiches présentent des hommes de dos auxquels sont associés une parole, un nom et un âge : « Être un mâle, c'est pas faire mal » ; « Tu es nul si tu la frappes ». Cette campagne a mobilisé le Conseil général, dix-neuf villes et treize

institutions et associations en mai 2005. Depuis, une autre campagne sur les enfants victimes de violences conjugales, à laquelle vingt-quatre villes ont participé, a été lancée. Selon les professionnels - que ce soit un psychologue, une assistante sociale, une infirmière scolaire ou la police -, ces campagnes portent leurs fruits ; ainsi, lorsque ces affiches sont apposées sur la porte d'un bureau depuis un certain temps, les femmes victimes viennent plus facilement se confier : « *Si c'est affiché, j'ai le droit d'en parler.* »

Pour briser le silence autour des violences faites aux femmes, l'observatoire interpelle les médias, l'opinion publique, participe à l'organisation de manifestations dès qu'une femme est assassinée par son conjoint dans le département.

Enfin, l'observatoire organise chaque année une rencontre départementale autour du 8 mars, date de la Journée mondiale des femmes, sur l'un de ses thèmes de travail. Il organise également tous les ans en novembre, dans le cadre de la journée internationale de lutte contre la violence faite aux femmes, une rencontre « Femmes du monde en Seine-Saint-Denis ». En novembre 2007, vingt événements locaux seront organisés. Des personnalités de quatre continents participeront, pour témoigner, partager, expliquer comment on lutte contre les violences faites aux femmes dans leur pays. Ces rencontres permettront aussi de populariser les résultats de l'enquête auprès de la population et d'en débattre. Le 15 novembre 2007, la journée s'adressera uniquement aux professionnels. En 2005, plus de 3 000 personnes avaient assisté à ces rencontres, et 5 600 en 2006.

Les violences envers les femmes sont devenues un enjeu pour les villes ainsi que pour le Conseil général, qui soutient fortement l'observatoire et s'est engagé en 2005 autour de plusieurs points :

- intensifier les formations ;
- créer deux consultations de victimologie dans un centre départemental de prévention sanitaire géré par le Conseil général, une pour les femmes, à Aubervilliers, et une pour les enfants, à Montreuil-sous-Bois ;
- établir un protocole de lutte contre le mariage forcé ;
- ouvrir une consultation d'accueil et d'orientation pour les femmes victimes de violences qui travaillent au Conseil général.

Le Conseil général a également soutenu la proposition de l'observatoire sur le projet « Un toit pour elles » dont l'objectif est de fluidifier les hébergements d'urgence et de permettre aux femmes qui sont hébergées de pouvoir en sortir afin qu'elles laissent leur place aux nouvelles femmes qui arrivent et qu'elles puissent recevoir de l'aide. Mais la crise actuelle du logement rend cette rotation difficile à mettre en œuvre. D'où l'idée que chaque ville du département attribue un logement à une femme qui a subi des violences, ce qui ferait quarante logements supplémentaires, auxquels s'ajouteraient des logements attribués par la Préfecture et l'OPHLM de la Seine-Saint-Denis. Des conventions entre les associations spécialisées dans l'accueil des femmes victimes de violences (l'Amicale du Nid et Sos Femmes 93) et certaines villes ont déjà été signées : Bobigny, Montfermeil, Stains. Une quinzaine de villes devraient s'engager dans le projet.

Pour Ernestine Ronai, « *toutes ces actions portent leurs fruits ; il y a des évolutions, les femmes parlent de plus en plus, tout le monde est d'accord pour dénoncer ces violences, on les trouve inacceptables... Mais beaucoup reste encore à faire. Pour mieux comprendre comment fonctionnent les violences, nous envisageons en 2008-2009 de réaliser une grande enquête auprès des jeunes garçons.* »

---

Observatoire départemental des violences envers les femmes  
Direction de la prévention et de l'action sociale  
Hôtel du département  
BP 193  
93003 Bobigny Cedex  
Tél. : 01 43 93 41 95  
Fax : 01 43 93 41 99  
E-mail : [eronai@cg93.fr](mailto:eronai@cg93.fr)  
Site : [www.seine-saint-denis.fr/-Observatoire-dpartemental-des-.html](http://www.seine-saint-denis.fr/-Observatoire-dpartemental-des-.html)

Mots clés (indexation DPH) : OBSERVATOIRE, FEMME ET VIOLENCE.

Fiche réalisée le 24/07/2007

---